

heβδο le monde **Libertaire**

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°520 JEUDI 1^{er} mars 1984 8,00 F

CRISE ?

PAS POUR TOUT LE MONDE



Routiers

Les revendications patronales dominent le conflit des routiers.

Et les salariés ?

PAGE 4.

Agriculture

Dans l'Ouest de la France la surproduction et la désorganisation des marchés posent le problème d'un nouveau syndicalisme paysan.

PAGE 6.

Extrême droite

Le Pen fait recette. Quel est la place exacte de l'extrême droite dans la politique française.

PAGE 12.

FOP 2520

en bref...en bref...

• Depuis 15 jours, les expulsés de la rue Polonceau ne savent toujours pas ce qu'ils vont devenir. En effet, aucune proposition valable ne leur a été faite, la police les ayant traité de squatters, les aides publiques s'abstiennent. Pour l'instant, les hommes, femmes et enfants ont trouvé abri dans une paroisse du quartier. Ils réclament : des contrats de location, habiter à proximité de leur travail, que les familles ne soient pas séparées.

• Le samedi 14 avril, le groupe Objection en monde rural organise sa 3^e fête. Ce groupe fête en même temps son 10^e anniversaire d'existence, cas (trop) exceptionnel dans le milieu antimilitariste. A cette occasion, ils éditent un livre de 500 pages à propos de la militarisation. Lieu et heures de cette fête ? Salle des fêtes de Fleurs-sur-Loire (à 40 km de Saint-Etienne) le samedi de 14 h 30 à 24 h. Pour plus de renseignements : Coordination fête — O.M.R. c/o Mlle Chanavat, Bessolles, 42110 Saint-Barthélemy-Lestras.

• La Ligue des droits de l'homme tiendra son congrès annuel à la faculté Saint-Charles à Marseille, les 17 et 18 mars. Ce congrès est ouvert à tous et à toutes celles qui désirent en savoir plus au sujet de la ligue et des « ligueurs ».

• Le G.R.I.M., groupe antimilitariste de la région de Nantes vient d'éditer des badges ayant pour thèmes : l'objection de conscience, « Non aux militaires. Non au nucléaire », « A bas toutes les armées ». Ces trois badges sont vendus 5 F l'unité, avec tarif dégressif selon le nombre. Pour plus de précision, les contacter : G.R.I.M., 32, quai Malakoff, 44000 Nantes.

• Claude Boyer passera pour la 7^e fois en procès pour refus de subventionner le nucléaire en autoréduisant ses factures E.D.F. Il remet en cause la gestion antisociale de l'E.D.F. — vente d'énergie à perte aux industriels et surcoût pour l'usager domestique. Se rebranchant lui-même à chaque coupure, il est poursuivi pour « vol d'électricité » ; une fois de plus, la justice pénale sert à réprimer une lutte sociale et antinucléaire. Procès le 2 mars à 13 h 30, au tribunal de Bobigny, 16^e chambre correctionnelle.

Editorial

Le 5 août 1980, Saddam Hussein, président irakien, est reçu par le roi d'Arabie saoudite. Le 22 septembre, ses troupes attaquent l'Iran. Cette guerre, qui a déjà fait des centaines de milliers de morts, a des origines complexes et simples tout en même temps.

Bien avant l'installation en 1979 du régime islamique de Téhéran, l'Iran, perse et musulman chiite, est une ambitieuse puissance du Moyen Orient qui possède de graves sujets de controverse avec son voisin, l'Irak, Etat arabe gouverné par des musulmans sunnites, quoiqu'en majorité peuplé de chiites.

L'offensive irakienne de septembre 1980 avait de multiples justifications, tout au moins ce qui peut apparaître à des hommes d'Etat comme des justifications d'une guerre, appuyées par l'Arabie saoudite, Etat arabe sunnite dont les richesses pétrolières lui permettent de lutter contre les révolutions islamiques ou marxistes.

Le contentieux du Chah-el-Arab, province iranienne au fond du golfe persique, à la frontière de l'Irak et peuplée d'Arabes, n'avait jamais été apuré. De plus, les 60% de chiites irakiens ne seraient-ils pas à terme, le bras armé de Khomeiny pour déstabiliser le régime de Bagdad ? L'assurance de soutiens dans le monde arabe sunnite a fait le reste. Mais l'Irak a sous-estimé la capacité de résistance de l'Iran, résistance qui se

transforme à présent en contre-offensives massives avec leurs cortèges de massacres. Quoique vivant en pleine mutation révolutionnaire islamique, malgré son armée en partie démantelée, son économie en question, les Kurdes au Nord-Ouest du pays qui vivent dans une autonomie de fait, son isolement, l'Iran a résisté à l'offensive irakienne. D'ailleurs, dans ce Chah-el-Arab que l'Irak voulait « libérer », le prolétariat des raffineries s'est soulevé contre ce nouvel autoritarisme qui comptait les soumettre.

La guerre s'est longtemps stabilisée, mais l'Irak aurait été en position précaire sans l'aide massive des Etats-Unis, de la France, et, plus discrète, de l'U.R.S.S. qui a déjà suffisamment de difficultés avec « ses » intégristes en Afghanistan.

L'expansionnisme étatique et le nationalisme, le fanatisme religieux, le militarisme, les intérêts impérialistes se retrouvent dans cette guerre d'usure toujours plus meurtrière. Mais aussi l'aveuglement des foules, qui nourrissent de leur sang le pouvoir des dictateurs, repoussant l'heure de leur émanicipation. Cette guerre entre deux Etats musulmans démontrent que cette religion, comme les autres, est incapable de concrétiser la fraternité des peuples. Arabes d'Irak et Perses d'Iran sont plus que jamais divisés par l'irrationnel religieux et son relai temporel naturel : le pouvoir d'Etat.

PAYSAN « RÉFRACTAIRE » EN HAUTE-SAVOIE

JEAN Coulardeau a créé, il y a 10 ans, une exploitation agricole biologique ; il veut mettre en pratique ses convictions, prendre en charge tous les aspects de sa vie quotidienne, autogérer sa santé, acquérir progressivement son autonomie énergétique et alimentaire, bref vivre, lui et sa famille, sans dominer personne — alors que la plupart des agriculteurs contribuent, souvent sans le savoir, au pillage du tiers-monde — et sans être dominé — en particulier par les firmes agro-alimentaires et les multinationales pourvoyeuses d'engrais, traitements et médicaments, qui imposent un modèle agricole polluant, ruineux et destructeur.

Après avoir « réussi » son retour à la terre, Jean Coulardeau s'engage syndicalement à la Confédération nationale des syndicats de travailleurs-paysans (C.N.S.T.P.) et il participe à la création d'un très actif groupement d'agriculteurs biologiques,

qui met en cause l'agriculture dominante. Il devient vite « dérangeant » pour les officiels de l'agriculture, d'autant plus qu'il soulève quelques lièvres et dénonce des scandales locaux mouillant des notables, des élus et l'administration ; il faut le coincer.

Dans la logique de ses choix agricoles, Jean Coulardeau a refusé pour son cheptel la pratique de la vaccination systématique contre la fièvre aphteuse (obligatoire). C'est le prétexte que prend la Direction départementale de l'agriculture pour lui supprimer l'indemnité spéciale montagne (subvention substantielle qui compense les différences de revenus agricoles entre plaine et montagne), et qui permet à la Direction des services vétérinaires de le traîner devant la justice.

Refus d'obéir à la loi ! Ça ne pardonne pas, mon gaillard ! Même si cette loi a été imposée par les fabricants de vaccins, même si elle détermine un type de prophylaxie qui n'a jamais

démonstré son efficacité ni son innocuité, même si elle paraît archaïque et absurde à l'ensemble des pays « évolués » qui ont renoncé au vaccin antiaphteux parce qu'il présente plus de risque que la maladie elle-même. On a vu lors des épidémies de 74 et 79 l'abattage systématique de bêtes vaccinées ; on a alors reconnu — mais il ne faut pas le dire trop fort, les paysans pourraient l'entendre — que le vaccin lui-même (à virus vivant) était le principal vecteur de la maladie ! Le Finistère, exempté de vaccination (son bétail étant destiné à l'exportation) n'a pas été touché malgré ses voisins contaminés.

La vaccination contre la brucellose était obligatoire en France jusqu'en août dernier. Elle a été brutalement interdite pour « harmonisation avec les législations européennes ». La plupart des pays européens ayant renoncé à la vaccination antiaphteuse, gageons qu'elle sera sous peu interdite en France

aussi « pour harmonisation... ». Les services qui poursuivent aujourd'hui Coulardeau, le tribunal qui le condamnera, auront alors bonne mine ! Il est ridicule de maintenir des poursuites pour négligence vaccinale contre un agriculteur qui, loin d'être un illuminé irresponsable, est consciencieux et compétent ; il ne refuse pas les contrôles des services compétents, au contraire, il leur apporte la preuve qu'une autre prophylaxie est possible, moins coûteuse, moins polluante, moins dangereuse, plus respectueuse des équilibres naturels, de la santé des bêtes et... de celle des consommateurs.

Jean Coulardeau, ancien objet de conscience, est un habitué des délits d'opinion ; il n'aime décidément pas marcher au pas. Vous pouvez écrire au Procureur (Palais de justice, 43000 Le Puy) pour qu'il cesse les poursuites.

Christian Demeauti.

EXPULSIONS : LA BANALISATION

Le mardi 7 février 84, C.R.S. et policiers en civil investissent massivement le quartier de la Goutte d'Or, dans le 18^e arrondissement de Paris. Au 37 de la rue Polonceau, un immeuble déclaré « en état de péril » par la préfecture était vidé de ses locataires (en majorité Maliens et Sénégalais) manu militari par les flics, et les équipes de démolition se mettaient immédiatement au travail.

Alors que la loi exige qu'en cas « d'arrêt de péril » sur un immeuble, les occupants soient relogés sous huit jours, rien, depuis le 7 février n'a été décidé pour les 104 personnes jetées à la rue. Le curé de la chapelle Saint-Bernard avait proposé, vu l'urgence de la situation, la salle Saint-Bruno pour que les familles soient à

l'abri pour une nuit. Elles y sont depuis une vingtaine de jours !

Pour mémoire, rappelons les « solutions » proposées aux expulsés : le foyer de clochards à Nanterre, le placement des enfants à l'Assistance publique, relogement dans des centres à 150 kilomètres de Paris, des appartements à 3 500 F par mois, etc. Le délire !

Au 37, rue Polonceau, un commissariat de police va être construit, et il est évident que c'est pour cette raison que l'expulsion a été si « rapide ». De plus, préfecture et mairie de Paris, qui n'ont toujours pas trouvé le moyen de reloger décemment les immigrés, annoncent par contre la création de logements pour les jeunes policiers qui seront affectés au nouveau commissariat ! Notons au passage que des immeubles vides

en bon état ont été réhabilités par la préfecture.

Dans le quartier, la riposte s'est organisée. D'abord, évidemment parer au plus pressé, c'est-à-dire soutenir matériellement et financièrement les « locataires » de la salle Saint-Bruno. Une manifestation a eu lieu le samedi 11 février, pour informer toute la Goutte d'Or de la situation. Des délégations, composées de travailleurs immigrés expulsés et de militants du collectif 18^e (1) se sont rendues à la mairie, à la préfecture, à la permanence du député J.-P.-P. Bloch (R.P.R.), à celle de Lionel Jospin (P.S.), etc. Les familles ont occupé la mairie.

Les solutions proposées sont, celles-là, très réalisables : que la préfecture hypothèque les immeubles vides et fasse les travaux d'offre ;

que la mairie réquisitionne les logements inhabités, comme elle en a le droit.

Mais là encore, on ne peut que constater que préfecture socialiste et mairie chiraquienne marchent bras dessus, bras dessous, quant il s'agit d'expulsion. Chasser les travailleurs immigrés de la Goutte d'Or, c'est là leur seul but. Les immeubles déclarés vétustes ne sont qu'un prétexte. D'ailleurs, la campagne de presse menée après que les 600 interpellations de l'ilot Châlon, l'amalgame fait systématiquement entre immigrés, squatters, drogués, dealer, etc. laisse présager le pire. On prépare l'opinion publique à trouver tout naturel ces expulsions en plein hiver, ces séparations de familles immigrées, ces rafles massives. Mais attention, le vilain raciste, c'est seulement Le Pen !

Pour l'instant, la lutte antiraciste et pour l'égalité des droits entre Français et immigrés se joue sur le terrain juridique et légal, c'est-à-dire faire respecter la législation à des gens qui ne l'ont établie que pour mieux la violer. Faire pression sur la préfecture, la mairie, le député, les ministères (Logement et Solidarité) pour qu'ils cessent de considérer les immigrés comme du bétail dont on dispose à merci. Mais face à une telle détermination des « autorités », joyeusement réunies, combien de temps ces moyens d'action seront-ils encore valables ?

Gr. Libertad

(1) Des militants de la Fédération anarchiste sont investis dans ce collectif que l'on peut contacter au 10, rue Aufferre, Paris 18^e, ou par téléphone au 264.40.35.

LES MUTATIONS SONT-ELLES AUSSI NATURELLES QUE LES INTEMPÉRIES ?

DANS leur majorité, les Français admettent, paraît-il, l'inéluctabilité des mutations industrielles, même s'il faut les payer par des licenciements. Bergeron a résumé l'opinion générale : être contre « ce serait comme si nous nous prononcions contre la pluie ». Edmond Maire ne dit pas le contraire et Fiterman porte une « appréciation positive » sur les mesures gouvernementales.

Une étrange épidémie

Quand une idée fait l'objet d'un tel consensus, on est tenté d'y reconnaître l'expression du plus élémentaire bon sens. Il est tout de même nécessaire d'y regarder de plus près. Tout d'abord, nous ne pouvons pas manquer d'être frappés par l'ampleur prise en peu de temps par le phénomène des « sureffectifs », dans les trusts comme dans les entreprises moyennes. Une étrange épidémie...

De toute évidence, la cause première en est que la situation de crise, avec un « volant » de chômage de plus de deux millions de personnes, permet au patronat d'exercer sur les salariés une pression de plus en plus forte, non seulement pour comprimer les rémunérations, mais aussi pour augmenter les cadences, et par voie de conséquence, réduire le personnel. Tous les moyens sont bons et c'est ainsi que nous avons vu surgir cette admirable innovation du « chômage total partiel » qui permet aux patrons de licencier sans payer les indemnités prévues par les conventions collectives.

Par ailleurs, les dépôts de bilan avec mise en règlement judiciaire se multiplient dans toutes les branches. Ils aboutissent parfois à des liquidations de bien, mais le plus souvent à des reprises grâce à des montages financiers qui permettent un redémarrage avec des effectifs réduits et en abandonnant les productions les moins rentables. Ce qui signifie qu'on assiste à un redéploiement des capitaux dans les secteurs à taux de profit le plus élevé, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'hexagone.

Il existe, bien entendu, d'autres causes. Ainsi dans la sidérurgie, c'est incontestablement la baisse mondiale de la consommation d'acier (voir M.L. n°514) et dans les chantiers navals (comme dans le textile) il s'agit de la concurrence des pays à faible coût salarial et sociaux. La construction de bateaux est bien moins chère en Corée qu'à La Seyne-sur-Mer et, de plus, le marché mondial de la construction navale s'est rattré.

Et c'est toujours pour faire face à la concurrence internationale que les effectifs seront réduits dans l'automobile bien que, à l'exception du cas particulier de Talbot, il n'y ait pas de récession dans cette industrie puisque, grâce aux exportations, la production pu augmenter de 6,6% en un an (2 960 000 voitures en 1983 contre 2 777 000 en 1982).

La loi de la jungle

Parce qu'elle est la conséquence inéluctable de la loi de la concurrence, la course à la productivité est une constante de l'économie capitaliste. Pour mettre en œuvre les innovations technologiques, sous le fouet de la concurrence, les entrepreneurs ont un grand intérêt à réagir très vite pour bénéficier d'une « rente technologique » qui ne sera pas éternelle ou, selon le cas, pour se remettre à égalité avec l'adversaire. C'est pourquoi, ces mutations sont toujours brutales et produisent fatalement du chômage. Ce qui varie selon les circonstances c'est la rapidité avec laquelle les travailleurs qui ont perdu leur emploi sont réinsérés dans la production.

La fuite en avant

La course à la production figure parmi les causes de la crise économique qui sévit depuis 1974. Une cause qui se conjugue avec d'autres telles que le désordre du système monétaire international, le redéploiement des capitaux dans les pays à faible coût de main-d'œuvre, le renchérissement du pétrole (manifestement téléguider par les Etats-Unis qui ont récupéré dans leurs banques les pétrodollars et ont ainsi tenté d'exporter leur propre difficultés économiques). A son tour la crise, en exaspérant la compétition, ne fait qu'accélérer la fuite en avant dans le productivisme.

Mitterrand, Mauroy et Cie affirment qu'il s'agit d'un mauvais moment à passer, inévitable si l'on veut repartir d'un bon pied, rendre l'industrie compétitive, créer des activités nouvelles, donc de nouveaux emplois. Or si dans le passé les effectifs dégagés par les gains de productivité ont pu être absorbés par le développement de nouvelles industries et du tertiaire, rien ne prouve qu'il pourra toujours en être ainsi. Après la pluie de Bergeron, quand le beau temps reviendra-t-il pour les 2 500 000 chômeurs (et peut-être 3 millions bientôt) ?

Un drôle de « socialisme » !

Si nous avons conservé quelques illusions sur les motivations des politiciens qui osent encore se réclamer du socialisme, nous trouverions paradoxal qu'ils puissent considérer le chômage comme un sacrifice nécessaire. Ils admettent ainsi la « logique » du système capitaliste, la loi de la concurrence, la loi de la jungle. Ils acceptent par exemple l'alignement, dans une certaine mesure, des économies et des systèmes sociaux sur ceux des pays où les régimes permettent une surexploitation du prolétariat. Ils ne sont pas révoltés par cette aberration que constituent les crises de « surproduction » alors que tant de besoins demeurent insatisfaits.

C'est parce qu'il accepte les « normes » du système capitaliste, qu'il défend les intérêts du Capital, privé ou d'Etat, que le gouvernement veut procéder à des coupes sombres dans la sidérurgie, les chantiers navals, les charbonnages. Même en tenant compte des modernisations possibles, l'amélioration des conditions de travail extrêmement dures et la réduction du temps de travail exigeraient, au contraire, une augmentation des effectifs. Mais cela supposerait la mise en place d'un autre type d'économie fondé sur la production en fonction des besoins et non sur la recherche du profit, assurant une autre répartition dans la population du produit du travail et une autre affectation du « surproduit ».

Le socialisme libertaire permettrait, croyons-nous, une organisation rationnelle de l'économie puisqu'il soustrairait celle-ci au jeu incohérent des intérêts particuliers. Mais il arriverait, bien sûr, que des types de production soient abandonnés, que des entreprises vétustes soient fermées. C'est alors que jouerait pleinement la solidarité de toute la société. De plus les transformations pourraient être prévues et préparées suffisamment tôt. Les mutations technologiques, souhaitables parce qu'elles devraient permettre de diminuer la peine des hommes, ne devraient en aucun cas être payées par les travailleurs des secteurs concernés.

Aujourd'hui, la classe ouvrière doit se battre pour ne pas être victime des restructurations et modernisations. Cette lutte l'amènera-t-elle à prendre conscience de l'urgente nécessité des transformations économiques et sociales ?

Sébastien Basson

LES ROUTIERS SONT-ILS DES OUVRIERS DE LA ROUTE ?

A la veille de l'exode printanier pour les amateurs de ski, une bien mauvaise nouvelle arrivait : les routes vers la neige, principalement celle des Alpes, étaient bloquées par des transporteurs routiers. A l'origine de ce mouvement, la grève des douaniers du Mont-Blanc bien sûr, mais il y a des causes bien plus profondes pourtant, entre autres sur la détaxation totale de la T.V.A. sur le gazole et les dérogations à la législation sur la réduction du temps de travail. Sous le septennat de Giscard, les transporteurs et en particulier la Fédération nationale des transporteurs routiers (F.N.T.R.) et l'Union nationale des organisations syndicales de transporteurs routiers automobiles (Unostra) s'élevaient déjà contre l'augmentation du prix du gazole (+240% entre 73 et la fin 80). La déductibilité de la T.V.A. comme pour leurs concurrents européens était également à l'ordre du jour.

La venue de Charles Fiterman au ministère des transports n'a pas arrangé les choses puisqu'il est accusé de privilégier le rail et d'être un « ennemi de la petite entreprise de transport ». Les chauffeurs routiers ou plutôt les organisations qui parlent en leur nom sont

de caractère patronal. C'est en fait la diminution du temps de travail qui devait s'appliquer en mars 83 qui a déchaîné la colère des transporteurs. La F.N.T.R. ayant même déclenché en mai de la même année une opération de renvoi massif des « disques » contrôlant la durée du travail à bord des camions. L'organisation patronale des transporteurs routiers arguait du fait que cette réglementation ne pouvait s'appliquer dans leur industrie (1). Comme on le voit, chaque fois que l'on parle du problème des

transports routiers, on entend des revendications patronales. Jamais (ou presque) de voix pour parler des conditions de travail déplorables, des salaires à la tâche, etc. A croire qu'entre les patrons et les routiers à leur compte, il n'existe pas de travailleurs salariés dans les transports routiers. Disons que le profil moyen du chauffeur routier s'approche plus d'un modèle patronal que d'autre chose.

Côté réactions syndicales vis-à-vis de cet événement, c'est très net : condamnation



Pour qui ne roulent-ils pas ?



sans appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T., demande d'ouverture de négociations par F.O. et la C.F.T.C. De son côté, le S.N.P.M.I. (champion de l'action directe contre les entreprises occupées, voir M.L. n°519) a demandé la démission « immédiate » du ministre Charles Fiterman rejoignant ainsi la position du P.F.N.

Au lendemain de la grève des fonctionnaires l'« opposition » a-t-elle soufflé sur la braise pour que les routiers bloquent les autoroutes ou a-t-elle simplement pris le train en marche, en désignant le « vilain » Fiterman à la vindicte des chauffeurs routiers ?

Quoi qu'il en soit de l'issue de ce mouvement, on peut constater, comme dans le problème paysan où gros producteurs agricoles sont mêlés aux petits exploitants, qu'il y a, le moins que l'on puisse dire, mélange d'intérêts. Les camionneurs étant souvent leurs propres patrons ont-ils des revendications susceptibles d'être reprises par le mouvement ouvrier ?

Fernand Bernard

(1) On devrait leur expliquer, entre autre, la notion de « repos compensateur » qui intervient au-delà de la durée normale de travail... mais cela doit rogner les profits !

CHARBONNAGES : COUP DE GRISOU ?

POUR l'ensemble des médias, l'actualité sociale de la semaine écoulée aura surtout été marquée par la « paralysie » des principaux axes routiers du pays par les camionneurs. Sans négliger l'impact de ce conflit sur un plan événementiel, il faut bien

de milliers de travailleurs menacés par la restructuration de leur industrie ?

Depuis plus de vingt ans, les Charbonnages de France connaissent une crise qui ne fait que s'aggraver. La prétendue « mauvaise qualité » de la houille extraite du sous-sol du pays

sins, les conditions géologiques sont telles qu'elles empêchent une mécanisation indispensable et, par conséquent, entraînent la fermeture de puits déficitaires ; une difficulté de commercialisation des produits, liée à la concurrence de nouvelles sources d'énergie, notamment le nucléaire. Secteur d'activité en pointe après la Seconde Guerre mondiale, les Charbonnages ont vu leurs effectifs passer de 150 000 à la Libération à 56 000 aujourd'hui, entraînant de surcroît de graves problèmes sociaux dans les régions concernées (Lorraine, Nord-Pas-de-Calais, Centre, Midi).

Avant son élection à la présidence de la République, le candidat Mitterrand avait promis de « relancer la politique minière de la France ». Il y a deux ans, M. Mauroy tenait encore un discours semblable devant l'Assemblée nationale et fixait l'objectif souhaitable de la production de charbon à 30 millions de tonnes (contre 18,5 millions actuellement) : une subvention de 6,43 milliards de francs était accordée aux Charbonnages de France qui embauchaient quelque 7 800 mineurs. Mais, le 16 février 1984, on assistait à une superbe marche arrière du Premier ministre. Il déclarait s'être trompé et, dans une déclaration

à la presse — intitulée « Pour un nouveau contrat charbonnier » — ainsi que lors de son entrevue avec les syndicats, il tirait les conséquences de l'échec de son plan de relance : la subvention de l'Etat pour la période 1984-1988 ne pouvait excéder 6,5 milliards en francs constants de 1984 ; face au déficit croissant des Charbonnages (750 millions en 1983 ; 2 milliards prévus pour 1984), il était nécessaire de réduire la production, donc d'« adapter » les effectifs grâce à des départs en préretraite et à des congés de conversion.

Ainsi, le dossier des Houillères rejoignait ceux de la sidérurgie et des chantiers navals dans le plan gouvernemental des restructurations industrielles. Le 17 février, la réunion du conseil d'administration des Charbonnages de France s'inscrivait dans ce cadre de réduction de l'activité minière, et les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.C. — pour une fois unis — lançaient un mot d'ordre de grève de quarante-huit heures pour les 20 et 21 février.

Certes, cette grève a été diversement suivie : très forte mobilisation dans le Nord-Pas-de-Calais, dans le Centre et le Midi ; participation moindre dans le Bassin lorrain du fait que celui-ci semble moins

touché par le plan de réduction des effectifs et que la C.G.C., au niveau régional, avait décidé de se désolidariser du mouvement. Cependant, la détermination des « gueules noires » est intacte. Leur colère et leur unité dans la lutte vont être des éléments déterminants dans l'affrontement entre salariés et gouvernement-patronat à propos des restructurations industrielles.

Dans la torpeur de la « paix sociale » que les syndicats ont jusqu'à présent voulu maintenir à tout prix, il se pourrait bien que l'on assiste à un premier coup de grisou. Ainsi, les cinq fédérations appellent l'ensemble des populations minières à monter en masse à Paris le 2 mars, alors que doit se tenir une nouvelle réunion du conseil d'administration des Charbonnages pour adopter un plan définitif de production : 13,5 millions de tonnes en 1988, avec un effectif de 43 000 personnes, soit 13 000 de moins qu'en 1983. Les confédérations ouvrières seront-elles unanimes pour organiser l'accueil de cette manifestation comme il se doit ? Si elles ne le font pas, elles démontreront aux travailleurs qu'elles sont moins efficaces que ne l'a été, pour organiser le soutien aux routiers, le C.I.D.-U.N.A.T.I...

Pascal Nürnberg



Mineurs grévistes d'un bassin du Nord-Pas-de-Calais.

constater que l'appétit de sensationnel des pisse-copies et autres lécheurs de micros a été plus satisfait par cela que par la grève nationale des mineurs les 20 et 21 février. Pourtant, sur un plan économique, le corporatisme d'une catégorie de citoyens en butte aux tracasseries administratives a-t-il plus d'importance que le sort

a surtout été un argument employé par les industriels pour leur permettre d'importer à un moindre prix du charbon de l'étranger. En fait, les deux problèmes principaux sont : par rapport aux autres pays producteurs, un retard considérable dans la modernisation des moyens d'extraction (il est vrai que, dans certains bas-

LA CALOTTE RELÈVE LA TÊTE

DEUX cents mille ou trois cents mille participants, peu importe. La manifestation de Rennes en faveur de l'école privée a obtenu un succès massif. Un succès auquel, par son mépris de la laïcité, le gouvernement et son ministre de l'Education nationale n'auraient pu contribuer.

Les partisans de l'école libre — entendez celle qui se charge d'« éduquer » la jeunesse —, catholiques en première ligne, relèvent la tête avec toujours plus d'assurance. Balayées les inquiétudes liées à la présence au pouvoir d'une gauche que l'on prétendait laïque. Disparues les craintes qu'un ministre socialiste ne remette à l'honneur les principes laïques intangibles de l'école publique.

Les cléricaux relèvent la tête, et comment en serait-il autrement depuis que sont connus les projets socialistes en matière scolaire ? Même le statut d'exception d'Alsace-Moselle, par lequel des cours de catéchisme sont donnés au sein même de l'école publique, n'a pas été remis en question. Ne sont pas plus remises en cause les lois anti-laïques qui pénalisent depuis un quart de siècle les établissements publics au profit des privés, confessionnels ou patronaux. Aucune disposition non plus pour que la taxe professionnelle n'alimente plus pres-

que exclusivement les Centres de formation d'apprentis (C.F.A.) ou les écoles privées.

En lieu et place, le gouvernement a élaboré le plan le plus anti-laïque que nous aurions osé imaginer, sous-estimant en cela le travail de longue haleine effectué par les cléricaux gauchisants dans la gauche politique et syndicale : l'« unification » des deux secteurs d'enseignement, en généralisant à l'ensemble les spécificités du privé qui séduisent tant nos pédagogues « new look ». La privatisation de l'enseignement public est en route : projet d'établissement en fonction de chaque « caractère propre », remise en cause de la « transmission du savoir » dévolue à l'enseignant laïque au profit d'une éducation destinée à « former les consciences », intervention des groupes de pression idéologique et financier au sein des établissements, grâce à la décentralisation et à une « autonomisation de la pénurie », etc.

Comment les tenants du privé n'opposeraient-ils pas une telle virulence, une telle détermination à bénéficier de toujours plus de subventions et d'enveloppes budgétaires, face à un ministre socialiste qui montre une telle ferveur anti-laïque — les accords Défense-Education n'en n'ont pas été une des moindres péripéties ?

Les responsables des partis et organisations de droite se sont fait discrets lors de ces dernières manifestations, qui se veulent « apolitiques ». Si la question de la liberté scolaire est une arme électorale systématiquement brandie, l'ampleur de la mobilisation du privé est telle qu'ils peuvent s'abstenir d'intervenir directement.

Au contraire, le C.N.A.L. qui a bradé la laïcité en inspirant largement le plan Savary et en participant à son élaboration, brisant l'unité des laïques par ses positions inacceptables, n'est plus en mesure de reprendre le haut du pavé.

Qu'on ne s'illusionne néanmoins pas sur les déclarations d'élus socialistes se demandant s'il ne serait pas préférable, par opportunisme électoral, que Savary abandonne son plan. Le calendrier des négociations est annoncé, les premiers projets devraient être soumis au parlement au printemps, dont la mise en place pour la rentrée prochaine de la réforme Legrand. Le même Legrand qui écrivait en 1979 que « l'école unique ne peut-être l'école publique actuelle avec son vide éthique et idéologique ». Nous pouvons compter sur les « communautés éducatives » chères à Savary et à tous les cléricaux pour combler ce « vide ».

B. Rousselot



Manifestation du 18 février à Rennes.

A.F.P.

DANS l'Ouest, après les crises ovines et avicoles, avec une nouvelle crise porcine et la menace des quotas laitiers, l'élevage est durement secoué. Répondant à l'anxiété du milieu rural, la télévision régionale organisait récemment un débat breves reprises. Celui-ci, leader des « libéralistes », employeur de quelques dizaines de salariés pour produire 40 000 porcs par an (alors que l'atelier hors-sol du producteur moyen n'en produit que 800) est fier de faire des émules et de permettre, en tant que P.D.G. du Crédit agricole du Finistère, à de jeunes agriculteurs, tel que Jakez Riou (le « casseur » de Brest, membre du bureau du C.N.J.A.) de fournir sur le marché, avec l'aide d'un seul travailleur salarié, plus de 3 000 porcs par an.

LA CRISE ET LE MALAISE PAYSAN DANS L'OUEST DE LA FRANCE

Concentration et dépopulation

Ce clown de Gourvennec, qui aurait très bien pu cosigner la suppression des correctifs tarifaires sous Giscard, avant de devenir le fervent partisan de la « guerre du rail », faisait remarquer que la Bretagne, avec le développement du hors-sol et le fameux « modèle agricole breton », avait pu conserver plus d'agriculteurs que partout ailleurs en France (1). En fait les disparitions d'exploitations n'ont pas été plus lentes qu'ailleurs (en 1960, la population paysanne agricole bretonne était seulement plus nombreuse que dans les autres régions) et si la politique agricole pratiquée depuis plus de vingt ans est reconduite, elles verront même leur rythme s'accroître.

Des chercheurs de l'Institut national de la recherche agronomique (I.N.R.A.) et de l'École nationale supérieure d'agriculture (E.N.S.A.) estiment dans leur étude *Quel avenir pour l'agriculture bretonne ? Quatre scénarios pour l'an 2000*, qu'en cas de croissance lente, la population agricole pourrait passer de 180 000 actifs en 1980 à 100 000 en l'an 2000, avec des revenus continuellement en baisse et présentant de fortes disparités. De même en cas de croissance forte, les actifs ne seraient plus en l'an 2000 que 70 000 dont 20 000 ouvriers agricoles.

Surproduction et désorganisation des marchés

Il serait bien imprudent de compter sur ces semblants « d'offices par produits » mis en place par les camarades socialistes pour réguler la production et atténuer les effets du libéralisme économique : la crise du porc était depuis longtemps entamée quand l'office des viandes s'en est enfin aperçu ! Les travailleurs-paysans l'avaient bien prévue au moment de la mise en place de ces offices-alibis et avaient déjà dénoncé au cours des événements de janvier, en particulier, la naissance du libéralisme en matière d'économie (9% d'exploitations en moins chaque année) et l'incapacité des pouvoirs publics à prévenir la crise, tandis que dans le même temps, ceux-ci autorisent la création d'ateliers hors-sol géants (porcs et aviculture) alors que certains poulaillers sont à moitié vides.

L'O.F.I.V.A.L. (office des viandes) vient tout de même de mettre son veto à un poulailler de 200 000 pondeuses

en Vendée (un élevage moyen en Vendée compte 20 à 30 000 pondeuses) sous l'effet de la pression syndicale, de la CNSTP et de la FNSP (2) en particulier. Ces mêmes syndicats ont pu parfois, en Pays de Loire notamment, critiquer les libéraux (FNSEA et CNJA (3)) en compagnie des modérés de la FNSP, des contestataires de la FNSEA du Finistère, mais aussi, et c'est nouveau, de syndicalistes qui jusque là étaient connus pour leur fidélité au syndicalisme majoritaire (FDSEA (4) du Maine-et-Loire par exemple).



Intérieur de la préfecture de Rennes, « visitée » par des éleveurs de porcs.

La crise porcine a aussi fait apparaître des dissensions et des contradictions auprès de ceux, qui sans penser à remettre en cause les structures syndicales, tiennent pourtant un discours oppositionnel par rapport aux leaders nationaux, ce qui pourrait avoir certaines incidences sur l'avenir du syndicalisme agricole en Bretagne. Certains groupements de producteurs de porcs dont l'Association des groupements d'éleveurs organisés (AGEO) ont voulu relancer la campagne contre les « montants compensatoires monétaires » en dehors du mouvement syndical. Il est nécessaire de se rappeler que les responsables des coopératives des Côtes-du-Nord, qui avaient lancé le mouvement anti-M.C.M. n'ont toujours pas apprécié la récupération de celui-ci par le syndicalisme « majoritaire » et en particulier par le Centre régional des jeunes agriculteurs (CRJA). D'autres remettent en cause le syndicalisme cogestionnaire de la FNSEA, mais ce mouvement est récupéré par les extrémistes « libéraux » Gourvennec et Riou entre autres. L'AGEO et les groupements des éleveurs porcins jugent en effet que les montants compensatoires monétaires

sont les responsables principaux de la crise porcine, alors que les travailleurs-paysans insistent sur les montants professionnels monétaires. A ce sujet, il est utile de rappeler que le coût de revient d'un kilo de porc peut varier de 2,50 F selon qu'il s'agit d'un agriculteur installé depuis peu de temps ou bien d'un exploitant agricole ayant déjà amorti ses investissements. Il va donc de soi que les M.C.M. sont plus dangereux pour les jeunes agriculteurs.

Si la crise du porc, présentant un caractère cyclique a

ter à ces mesures visant soignant à sauvegarder l'Europe par la résorption des déficits budgétaires. On voit mal comment, sans mesures radicalement nouvelles, on pourra limiter les dégâts, comme pensent le faire la plupart des syndicalistes paysans, conservateurs ou progressiste, exception faite de la CNSTP. Les travailleurs-paysans, lors de la crise touchant la production ovine, proposaient, quant-à-eux, des quantum de production. Ceux-ci auraient assurés un revenu garanti, jusqu'à 12 500 pondeuses par travailleurs, homme ou femme, alors qu'habituellement en agriculture, la femme compte pour 0,5 unité travailleur homme (U.T.H.) (1). Au-delà de ce nombre, le prix du marché pour les œufs, diminué des aides à la production (uniformes quel que soit le volume de celle-ci) serait appliqué. En ce qui concerne la crise du porc, la F.R.S.T.P.O. (5) proposait des quantum concernant les mille premiers porcs vendus plutôt que des mesures protectionnistes, en cas de crise.

Vers un nouveau syndicalisme paysan

D'ores et déjà, les travailleurs-paysans font connaître, par le biais de manifestations régionales, notamment celles des 14 et 17 février avec la participation de syndicats européens proches de la CNSTP, leurs propositions indissociables formant le projet global de la confédération concernant le statut des paysans, la garantie sociale, les baux de carrière pour le do-

en collaboration avec l'I.N.R.A. à partir de l'étude déjà citée, à l'heure où le Centre d'étude pour une agriculture plus autonome (C.E.D.A.P.A.) publie deux études (6) pour permettre aux paysans de s'installer, alors que cela devient de plus en plus difficile — des responsables du Crédit agricole n'hésitent pas à déclarer que demain les paysans seront des filles ou des fils uniques de capitalistes — le mouvement des travailleurs-paysans peut saisir cette nouvelle chance pour se développer et pour proposer un autre modèle de développement, même si celui-ci peut-être récupéré par le système.

Les paysans finiront peut-être par délaisser un syndicalisme dont les moyens d'action privilégiés sont les cogestions de frontières et la cogestion au sein du ministère et des organismes para-agricoles et de l'agro-alimentaire ; il ne restera alors à la C.N.S.T.P. qu'à proposer une « alternative » puisque, aussi bien le « MODEF-PCF » que la « FNSP-PS » entendent eux aussi participer à la cogestion et réclament leur part du gâteau. Les perspectives de l'agriculture bretonne et du syndicalisme dans l'Ouest pourraient fortement évoluer dans les semaines à venir, cela n'est pas sans importance devant l'aggravation de la crise économique et dans le cadre des rapports Nord-Sud.

Un lecteur fidèle



(1) Les agriculteurs bretons travaillent sur 6% de la surface agricole nationale représentant à eux seuls 10% de la population agricole française.

(2) Confédération nationale des syndicats des travailleurs-paysans et Fédération nationale des syndicats paysans.

(3) Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles et Centre national des jeunes agriculteurs.

(4) Fédération départementale des syndicats des exploitants agricoles.

(5) Fédération régionale des syndicats de travailleurs-paysans de l'Ouest.

(6) Comment s'installer avec 20 vaches sur 16 hectares ou avec 21 truies sur 24 hectares.



F. Guillaume (F.N.S.E.A.) et M. Hocard (ministre de l'agriculture).

nance des quotas, de la baisse du prix du lait (actuellement trente centimes de subvention sont fournis par la Communauté économique européenne par litre de lait produit) toucheront les éleveurs à plus faible revenu, et ceux-ci seront, pour une bonne part, incapables de résis-

maine foncier, ainsi que les prêts de carrière pour le cheptel et les bâtiments (investissements remboursables à la cessation d'activité seulement).

A l'heure où la question de l'avenir de l'agriculture bretonne fait l'objet d'une campagne organisée par les M.J.C.,

Désintégration ou Guépilla

Il y a quelque temps, un journaliste de la télévision prétendit nous prouver que la situation géographique de l'Europe occidentale la condamnerait à servir de champ de bataille aux armées de l'Est et de l'Ouest, en cas de troisième guerre mondiale.

Oh, il ne fit pas de phrases ! Il se contenta de nous montrer le planisphère figurant la projection de Mercator, sur lequel les Amériques s'étirent à l'extrême ouest, l'Asie à l'est, l'Europe occupe le centre nord et l'Afrique le centre sud. Ce journaliste, semble-t-il, n'oubliait qu'un détail : la terre n'est pas plate, mais sphérique ! De fait, il négligeait l'essentiel, car si l'on veut se faire une idée juste de la situation géographique de chaque pays ou groupe de pays par rapport au reste du monde, ce n'est pas un planisphère qu'il faut contempler, mais un globe.

Pour évaluer les distances entre villes et régions éloignées, ce ne sont pas les voies qui serpentent à la surface des terres qu'il faut observer, ni celles que tracent à travers les mers les courants et les vents, mais les lignes aériennes et maritimes qui suivent la courbure de la planète.

Quelques distances

Si l'on prend la peine de consulter un globe terrestre, nous sommes à même de constater que les côtes soviétiques et américaines, de part et d'autre du détroit de Béring, ne sont distantes que d'un peu plus de 200 kilomètres. Nous voyons aussi que les côtes septentrionales de l'Union soviétique et celles de l'Amérique du Nord se font face de part et d'autre du pôle nord sur des milliers de kilomètres et que les seuls territoires qui séparent les deux Grands de ce côté sont le Groënland et le Canada.

En prenant rapidement quelques mesures, nous pouvons constater, par exemple, que la distance qui sépare le centre des Etats-Unis de la région de l'Oural, au cœur de l'Union soviétique, est d'environ 9 800 kilomètres en passant par le pôle et de 12 300 kilomètres par l'océan Atlantique et l'Europe. Qu'entre la région des grands lacs, au nord-est des Etats-Unis, et le Kazakhstan, aux alentours de la mer d'Aral, au centre sud de l'U.R.S.S., il y a environ 9 800 kilomètres par le pôle et 11 100 kilomètres par l'océan Atlantique et l'Europe. Nous découvrons qu'en règle générale les distances entre les grandes villes, les zones industrielles, les nœuds ferroviaires et routiers et les autres centres vitaux, tous les objectifs stratégiques des Etats-Unis et de l'Union soviétique, sont plus courtes par le pôle que par l'Europe.

La conclusion à tirer de ces constatations s'impose d'elle-même. Il n'y a aucune raison d'ordre géographique qui oblige les deux Grands à se faire la guerre sur le territoire de l'Europe, car celle-ci, par rapport à la zone qu'occupent les Etats-Unis et l'U.R.S.S., fait figure de presque île excentrique.

Pourquoi alors l'Union soviétique menace-t-elle l'Europe occidentale avec ses fusées SS 20 ? Et si l'installation des fusées SS 20 n'était rien d'autre qu'une mesure de « dissuasion » ?

Des zones sacrifiées

Les Etats de l'Europe occidentale sont les alliés des Etats-Unis. Au cas où le déroulement d'événements, au Proche-Orient ou ailleurs, provoquerait la guerre ouverte entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, ne peut-on logiquement s'attendre à ce que les autres puissances de l'Alliance atlantique se dressent aux côtés de ceux-ci ? Dans ce cas, la menace constituée par les fusées SS 20 devrait les inciter à rester neutres. Mais on comprend aussi que cette éventualité ne fasse pas l'affaire des Etats-Unis.

Par ailleurs, l'attitude de ceux-ci est-elle aussi désintéressée que ses gouvernements voudraient nous le faire croire ? Ils distribuent généreusement leurs fusées Pershing à leurs alliés atlantiques pour que ceux-ci puissent, le cas échéant, répliquer à un bombardement de fusées SS 20. Mais l'on imagine mal les vieillards du Kremlin donner subitement, sans raison, l'ordre de lancer les SS 20. Seuls le déclenchement de la guerre avec les Etats-Unis et la perception d'une menace précise de l'Europe occidentale peuvent les y inciter. Or c'est précisément pour que cette menace existe que les Etats-

Unis disposent leurs fusées Pershing en Europe. C'est pour que leurs alliés, le cas échéant, puissent les aider activement dans la guerre contre les forces du Pacte de Varsovie. C'est donc essentiellement pour leur propre défense, et non pour celle de l'Europe, que les Etats-Unis installent leurs fusées Pershing. Ce n'est pas pour aider les Européens en danger, c'est afin que les Européens se battent en première ligne pour la sécurité des Etats-Unis.

Mais on peut aussi se demander s'il n'existe pas d'ores et déjà entre les Etats-Unis et l'Union soviétique un accord tacite ou secret en vertu duquel les opérations, au cas où la guerre éclaterait entre eux, devraient avoir lieu, dans la mesure du possible, hors de leurs territoires respectifs. On n'utiliserait pas de missiles à longue portée mais seulement des fusées à portée moyenne, comme les SS 20 et les Pershing, des armes thermonucléaires à court rayon d'action, ou encore des armes bactériologiques et chimiques. Ainsi la troisième guerre



mondiale pourrait se dérouler dans des zones sacrifiées, la planète ne serait pas détruite et l'affrontement, quelle qu'en serait l'issue, ne mettrait donc pas un terme au cours de l'histoire des peuples. Il est clair que dans le cadre d'un tel accord l'Europe serait la principale de ces zones sacrifiées.

Quel impérialisme ?

Ceci étant, l'Union soviétique, ni plus ni moins impérialiste que les Etats-Unis, ne recherchent pas davantage que ceux-ci une solution par les armes. Simple-ment, sa politique étrangère, tout comme celle des Etats-Unis, peut y mener. Les fondements de l'une et de l'autre sont bien connus.

Pour l'Union soviétique, « l'impérialisme », c'est-à-dire le capitalisme international tendant à s'emparer des sources d'énergie et de matières premières, à les conserver ou à les reconquérir, dirigé jadis par la Grande-Bretagne et la France, naguère par l'Allemagne hitlérienne et maintenant par les Etats-Unis, vise à détruire « le camp socialiste » et tout particulièrement elle-même, « la patrie du socialisme ».

Pour les Etats-Unis, « la subversion rouge », c'est-à-dire toutes les formes d'opposition à l'ordre établi quand celui-ci n'est pas hostile à leur politique et ne s'oppose pas à leur pénétration économique et culturelle, menace le « monde libre », dont ils se considèrent les protecteurs. Cette « subversion rouge » est dirigée par l'Union soviétique.

La politique des Etats-Unis consiste donc à endiguer le flot de la « subversion rouge », celle de l'Union soviétique à rompre l'encerclement des puissances « impérialistes ».

Mais les peuples européens peuvent choisir de rester neutres, refuser de servir de cobayes aux deux Grands ! Pour cela, le pacifisme borgne est nettement insuffisant. Il ne faut pas seulement s'opposer à l'installation de nouvelles fusées à portée moyenne en Europe occidentale. Il ne faut pas seulement exiger la destruction de toutes les armes d'extermination en masse possédées par « nos » armées. Il ne faut même pas seulement supprimer les armes classiques à grand pouvoir de destruction, il faut encore dissoudre « nos » armées !

Les vieillards du Kremlin, certains de n'avoir à redouter aucune attaque de l'Europe occidentale, ne prendraient pas le risque de la faire occuper par les troupes du Pacte de Varsovie. Comme tous les gouvernants, ils savent que les soldats, quel que soit le régime qui les équipe et les entretient, ne marchent jamais contre l'ennemi qu'on leur désigne sans une raison qui leur paraît décisive. Or aujourd'hui, pour les soldats soviétiques et alliés, cette raison ne pourrait être que patriotique, à savoir repousser une agression caractérisée. On ne pourrait pas non plus leur faire croire qu'il s'agit seulement de répondre à un appel à l'aide. En outre, il serait très dangereux pour l'Union soviétique d'immobiliser des troupes et du matériel dans des régions qui ne la menaceraient pas, alors qu'elle en aurait certainement tant besoin ailleurs.

Et si, malgré tout, l'Union soviétique envahissait une Europe occidentale démilitarisée ?

Quelle résistance ?

Eh bien, il resterait à lui opposer la résistance de masse, favorisée dès le début par l'équipement des peuples en armes légères et en munitions, que l'on aurait pris soin d'opérer dans tous les pays au premier signe annonciateur d'une invasion. L'Europe occidentale, selon les statistiques de 1982, compte 332 millions d'habitants. Cette population qui, en raison de sa concentration dans un espace relativement étroit, serait vouée en grande partie à l'anéantissement dans une guerre opposant des armées dotées d'armes d'extermination massive, deviendrait au contraire une force prodigieuse dans une guerre d'usure menée par des centaines de milliers de petits groupes de francs-tireurs, pour lesquels elle constituerait un inépuisable réservoir de combattants.

Les vieillards du Kremlin savent depuis longtemps que leur régime ne repose plus depuis bien des années sur la foi inébranlable des masses fanatisées, mais sur la force de l'habitude, et qu'il est peut-être beaucoup plus fragile qu'il ne le paraît. On peut penser que le vide militaire créé par la dissolution des armées d'Europe occidentale ne les inciterait pas à s'engager dans une voie dont ils sont capables de mesurer tous les périls, sans compter que le contact direct des soldats soviétiques et alliés avec la réalité occidentale, à lui seul, présenterait pour le régime soviétique un danger encore plus grand que celui qui naîtrait de la résistance de masse.

Au cas où il faudrait affronter les troupes de l'Union soviétique et de ses alliés, nous, Européens occidentaux, nous sommes placés devant l'alternative suivante : ou bien la certitude de l'extermination massive des hommes, par désintégration, empoisonnement ou maladie mortelle, ou bien, pour un temps indéterminé, peut-être long, les souffrances de l'occupation et de la guérilla, mais avec l'assurance que nos peuples vivront et qu'un jour ou l'autre la cause de la liberté triomphera, non seulement dans nos pays, mais encore en Europe centrale et même en Union soviétique.

Jean Fonta

LIBAN : L'ETAT CONTRE LE PEUPLE

La défaite de l'armée libanaise confine à la débâcle, abandonnant toutes ses positions dans le sud du pays et 40% de ses effectifs étant d'ores et déjà mis « hors course ». Le reste est stationné dans les zones chrétiennes, dont Beyrouth-est. L'un des principaux piliers du pouvoir d'Amine Gemayel s'est effondré par pans entiers.

Le président libanais a payé cher le bombardement, début février, de la banlieue sud de Beyrouth, énorme concentration de population pauvre où les chiites sont majoritaires. Bombardement par l'armée, à la suite d'affrontements dans cette banlieue entre milices phalangistes, les kataëb (chrétiens maronites), et chiites (musulmanes), prouvant s'il en était besoin une nouvelle fois qu'Amine Gemayel a toujours considéré son rôle de chef d'Etat sous l'angle particulier des intérêts phalangistes. Trahisant son mandat de septembre 1982, Amine Gemayel a, en permanence, agi comme un responsable kataëb, n'hésitant pas à transformer l'armée, institution dont il a la responsabilité, en un auxiliaire des milices pha-

Départ de Beyrouth



langistes — les phalangistes ne représentant qu'une fraction de la communauté chrétienne maronite.

Depuis son élection, Gemayel fait reposer son pouvoir sur l'armée d'une part, sur le soutien de la force multinationale et des Américains principalement d'autre part. Aujourd'hui l'armée a éclaté sous le poids des contradictions confessionnelles — soldats et officiers druzes et chiites pouvaient-ils tirer sur leurs frères au seul profit des plans phalangistes ? — et seuls les éléments chrétiens la composant apparaissent fiables.

Quant à la force multinationale, Anglais et Italiens ont totalement évacué Beyrouth, les Américains quant à eux replient leur contingent à bord de leur flotte. Les canons de marine seront-ils suffisants pour rassurer Gemayel ?

Certes le contingent français reste à son poste, mais le recul pris par Mitterrand et son gouvernement vis-à-vis du président libanais et les bonnes relations activées avec le P.S.P. druze et le mouvement Amal, chiite, font craindre à la com-

munauté chrétienne un abandon général.

L'échec de la force de « paix » est notoire, et, avec elle, de la stratégie occidentale. L'aide technique et de formation effectuée en arrière-fond par la France et les Etats-Unis à l'armée libanaise n'aura pas porté tous ses fruits.

Les propositions de Gemayel pour sauver honorablement son pouvoir et donner consistance à sa légitimité, notamment l'abandon de l'accord libano-israélien du 17 mai 1983, n'ont pas suffi à Walid Joumblatt et Nabih Berri, qui exigent toujours la démission du président libanais. Isolé, celui-ci ne semble pourtant pas décidé à passer facilement la main, aidé en cette attitude par la modération dont font preuve les responsables des milices progressistes sur la question du pacte national de 1943, sur lequel repose la domination maronite au Liban (voir M.L. du 16 février 84).

Nabih Berri, responsable chiite, estime-t-il, lui qui ne manque pas de rappeler que sa communauté est la plus déshéritée du pays, qu'échanger un président maronite contre un autre mettra un terme à la profonde division en classe de la société libanaise ? L'Etat concentre en lui les pouvoirs conférés à une poignée d'imposer leurs intérêts à l'ensemble du peuple. Que ces intérêts soient d'ordre confessionnel, politique ou économique, que des intérêts stratégiques interviennent de l'extérieur, tous trouvent leur consécration dans la conquête de l'appareil d'Etat. Un changement, fut-il radical, du personnel politique peut survenir au Liban, la pérennité des institutions en place, ou toute modification sous l'égide de l'Etat, représente la négation du droit du peuple libanais à en finir avec l'exploitation et la guerre.

B. Rousselot

UN FACTEUR DE L'HISTOIRE : LA LUTTE DES COMMUNAUTÉS

DEPUIS toujours les hommes doivent faire face à l'hostilité de la nature : climats rudes et terres inhospitalières, dangers de la navigation, sinistres de toutes sortes, faune ennemie ou flore traîtresse, myriades de bactéries et de virus, etc. A ces dangers d'origine purement naturelle s'ajoutent tous ceux que les hommes se sont créés eux-mêmes : les guerres, avec leur cortège de meurtres, de tortures, de destructions, de pillages, et des conséquences durables, telles que l'extermination ou l'asservissement des populations vaincues ; l'accaparement des richesses par la domination économique, dont il résulte des famines ou des crises, qui entraînent l'appauvrissement de certaines catégories ou même de la majorité ; certains conflits liés à une crise des valeurs morales, etc.

La conscience aiguë de ces dangers innombrables et divers qui menacent la vie à tout instant, et la volonté de se sauver à tout prix, incitent constamment les hommes à une double recherche : d'abord celle de la sécurité dans l'univers, ensuite celle de la sécurité dans leur vie en société. Cette double recherche est primordiale. Elle n'est rien d'autre, en effet, que la forme spéciale que prend, dans la vie sociale des hommes, l'instinct de conservation que ceux-ci ont en commun avec tous les êtres vivants. Généralement, quand il s'agit de défendre sa vie en présence d'un danger immédiat et formidable, plus rien d'autre ne compte.

Face au danger

La poursuite d'un intérêt matériel, comme le souci d'épargner ou la recherche d'un gain, qui revient à rechercher la sécurité dans l'avenir, est sans aucun doute un objet de préoccupation important en soi, mais secondaire en comparaison du précédent. De même, l'entraide désintéressée, c'est-à-dire l'exercice de la prévoyance sociale sous toutes ses formes (assistance ou secours mutuel, institution d'assurances collectives, etc.) ainsi que la définition et la mise en œuvre de règles morales, tout cela forme une réponse à un danger

dont les effets les plus graves ne sont susceptibles de se produire que dans un avenir encore plus lointain et ne peut venir qu'en troisième lieu dans l'ordre d'urgence des préoccupations sociales. Quant à la recherche libre de toute influence étrangère à son objet, des plaisirs de toute nature, elle ne peut se produire qu'en l'absence de tout danger immédiat et est toujours le dernier des objets de préoccupations sociales.

Pour opposer à un danger quelconque la riposte appropriée, il faut évidemment en connaître la nature. L'hostilité de l'univers représentant pour l'homme le danger permanent le plus effrayant et le plus immédiat, celui-ci cherche depuis toujours à en percer les mystères. Or, dans cette quête du savoir il a toujours eu deux démarches parallèles : l'une vise à une conception générale du monde, l'autre à l'acquisition de connaissances approfondies dans des champs d'investigations délimités. La conception du monde, fondée sur la croyance, c'est-à-dire sur une conviction intime dont l'objet ne peut pas être vérifié par les procédés de l'expérience, prétend indiquer la cause première de tous les phénomènes de la nature et de l'histoire. Les connaissances spéciales, c'est-à-dire les sciences, limitées chacune à un objet pré-

cis mais basées sur les résultats de l'expérience, permettent d'expliquer certains phénomènes naturels ou historiques, de trouver la parade à quelques-uns d'entre-eux qui menacent la vie et d'en utiliser quelques autres pour l'améliorer... ou la détruire.

L'inconnu expliqué

La quête de la connaissance sous ces deux aspects ne se manifeste pas d'une manière identique pour tous les hommes. La personnalité de chacun, en effet, est un composé unique de capacités et de goûts qui résulte en partie de l'hérédité, en partie de l'éducation reçue durant l'enfance et l'adolescence et en partie de la formation permanente dont il bénéficie ou qu'il se donne lui-même.

Si la recherche scientifique et technique implique de toute façon l'acquisition préalable d'une grande quantité de connaissances spéciales qui ne sont pas indifféremment à la portée de tous, la poursuite de la vérité métaphysique, bien qu'elle ne dépende pas de la même nécessité, provoque elle aussi une différenciation entre les individus en fonction du rôle qu'ils sont capables d'y jouer.

Il y a au premier rang une minorité infime, les « découvreurs de la Vérité », ceux qu'on appelle selon le cas les prophètes, les sages, les théoriciens ou les maîtres, fondateurs d'une conception originale du monde. Puis au second rang, une minorité un peu plus importante en nombre : les « docteurs de la Vérité », c'est-à-dire les disciples et les continuateurs des précédents. Ayant assimilé leur enseignement, ils en ont une connaissance parfaite, ce qui leur permet de le préciser et de le compléter fidèlement (!) au fur et à mesure que se posent les pro-

blèmes d'adaptation aux faits naturels ou historiques. Ensuite, au troisième rang, c'est encore une minorité qui apparaît, mais beaucoup plus nombreuse : les « propagateurs de la Vérité », les missionnaires ou combattants de la foi, militants actifs. Ils ont adopté telle quelle une conception du monde et n'ont qu'une préoccupation, la répandre parmi leurs contemporains. Enfin, tout le reste des hommes, l'immense majorité, forme les « bénéficiaires de la Vérité » (!), les fidèles, adeptes, partisans, adhérents, ou sympathisants. Ce sont tous ceux auxquels il suffit, pour que leur inquiétude métaphysique s'apaise et qu'ils jouissent de la tranquillité de l'esprit, de connaître le principe ou quelques idées fondamentales de la conception du monde dont ils se réclament sans ressentir le besoin de connaître plus que les rudiments de la doctrine pour interpréter d'une manière satisfaisante les phénomènes naturels ou les événements de l'histoire.

Les communautés

Les gens qui partagent une même conception du monde forment une communauté. Certains ont tendance à ne désigner par ce mot que les adeptes d'une conception religieuse du monde. C'est lui donner sans raison valable une signification restrictive. On ne voit vraiment pas pourquoi, en effet, un ensemble de personnes ayant la même conception matérialiste et athée du monde ne serait pas considéré, lui aussi, comme formant une communauté. Tout comme ceux qui ont une foi religieuse, les matérialistes sont partisans d'idées positives. C'est donc par erreur ou par hostilité qu'on les définit négativement comme in-

croissants, indifférents, en dehors, bref, exclus de toute communauté. Il est vrai qu'il n'existe pas qu'une communauté matérialiste.

Le mot « matérialiste » est un terme générique, tout comme le mot « religion ». De fait, de même qu'il y a autant de communautés spiritualistes qu'il y a de conceptions religieuses du monde, il y a autant de communautés matérialistes qu'il y a de conceptions matérialistes du monde. Certains voudraient, cependant, que le mot communauté implique l'idée d'organisation. C'est encore lui donner, sans justification, une acceptation restrictive. Le mot communauté n'implique l'idée d'organisation pas plus que les mots société, parti ou classe. Il désigne d'une manière générale un groupe social dont les membres ont des intérêts communs, qui sont, en l'occurrence, d'ordre affirmatif et doctrinal. D'ailleurs, en quoi consiste l'organisation des communautés spiritualistes ? Elles ont des lieux de culte ! Les communautés matérialistes ont leurs réunions, leurs conférences, leurs assemblées. Elles ont des lieux de pèlerinages, elles ont leurs processions ! Les communautés matérialistes ont leurs cérémonies commémoratives et leurs manifestations. Elles ont un appareil de prêtres ! Seules l'Eglise catholique et les églises orthodoxes possèdent à proprement parler un tel appareil. Les autres communautés n'en ont qu'une vague ébauche ou n'ont même pas cela. Et du côté des matérialistes, le marxisme-léninisme, en tant que croyance au matérialisme dialectique et historique, possède un appareil largement développé.

Georges Lesemeur

(fin de la 1^{ère} partie)

L'athénée libertaire

ESPAGNE

L'athénée, du grec « athenaion », est le nom que l'on utilisait pour désigner les associations à caractère scientifique ou littéraire. C'était un lieu de débats publics en Grèce (au II^e siècle) et on pense que le premier athénée fut créé par le philosophe grec Athénée, auteur du *Banquet des sophistes*.

C'est au milieu du XIX^e siècle que sont apparus les premiers athénées ouvriers, destinés à populariser la culture. Les athénées ont principalement impulsé la culture, l'art et le savoir. Si aujourd'hui les intérêts dominants ne sont plus les mêmes, les besoins ne se sont pas profondément modifiés car l'homme face à une société autoritaire où la culture est dirigée et où la discrimination, que ce soit d'âge, de sexe, de caste ou de couleur de peau est quotidienne, a besoin de liberté et d'une entité mettant à la portée de tous le savoir et développant la solidarité.

Notre société, image même de l'aliénation de l'individu, cantonné dans des cités dortoirs, rassuré et abruti par les médias sous contrôle de l'Etat : télévision, presse, radio et publicité, stimulé par l'alcool, drogues, discothèques, football, nous mène à une incommunication complète. L'athénée est le lieu à travers lequel nous pouvons exprimer notre identité et dans lequel la communication et l'entente atteignent leur plus haute expression.

L'athénée libertaire est une association autonome ayant une identité propre, dont l'organisation est la fédération libre et volontaire d'individus, de groupes constitués en assemblées de discussions, de débats et de décisions. Assemblées fonctionnant sur le système de rotation permanente et dont les membres sont révoquables à tout moment. Son centre d'activité est la rue, le quartier et la commune.

Par conséquent, l'athénée libertaire est un lieu de formation, d'information et de participation qui permet à chaque membre d'être responsable. C'est un centre dans lequel les relations et la coopération émanent de l'intérêt général, du quartier et de la commune.

Le rôle de l'athénée libertaire aujourd'hui et demain

Historiquement les athénées ont toujours eu une pla-

ce privilégiée dans la vie du mouvement libertaire et ont été de tout temps des centres de débats pour les militants anarchistes. C'est également un lieu où les tendances se sont regroupées afin de lutter ensemble contre le capitalisme et l'Etat, deux aspects différents mais inséparables d'une même réalité.

Situés de manière générale dans les quartiers des villes les plus importantes (encore qu'il y en ait eu et qu'il y en ait encore dans de petites villes), ils ont toujours été des lieux de détente et des centres de diffusion d'une nouvelle culture, destinée à remplacer les valeurs traditionnelles de l'ordre et de la division des classes. C'étaient par conséquent des lieux permettant aux anarchistes et anarcho-syndicalistes de défendre leurs valeurs culturelles, mais aussi un moyen de les mettre en pratique. Ils rejettent, et rejettent toujours, la société autoritaire, proposent, et proposent toujours, comme alternative, une société basée sur l'entraide et la responsabilité individuelle inaliénable. Cela signifie la responsabilité totale, prise avec tous ses risques, et la liberté avec toutes ses implications ; parce que seules la liberté et la responsabilité non déléguées peuvent créer une autre vie.

Grâce à ces athénées, les militants confédéraux et anarchistes ont pu inciter les travailleurs à agir, à ne pas déléguer leur pouvoir de décision. Ils ont pu également exposer leur moyen de lutte c'est-à-dire l'action directe qui d'un point de vue éthique et philosophique n'est, ni plus ni moins, qu'une vision complète de société, radicalement opposée à celle que nous connaissons aujourd'hui.

Les athénées ont permis de traiter des sujets qui, jusque là, n'avaient jamais été étudiés, tels la sexualité, la nature et l'équilibre de l'homme, fondements de ce qu'aujourd'hui, on appelle l'écologie. Les écoles rationalistes des athénées ont démontré en elles-mêmes l'influence des idées maîtresses de l'anarchie, en matière de pédagogie. Nous pouvons affirmer que l'essence même de l'école rationaliste est toujours d'actualité et qu'elle n'a pas été dépassée par d'autres méthodes modernes d'éducation.

Tout ce que nous venons d'évoquer de l'athénée d'hier est encore d'actualité aujourd'hui. L'athénée libertaire est un lieu privilégié pour la diffusion des idées anarchistes dans le monde actuel, d'autant plus que de cette diffusion dépend le monde de demain. C'est-à-dire que nous nous devons, dans la société actuelle, d'essayer lentement mais sans répit de toucher toutes les consciences et opinions ; et d'augmenter sur tous les plans la présence libertaire dans les quartiers et communes. Les athénées, par leur pratique libertaire, se doivent de remplacer les valeurs primées de la bourgeoisie et du capitalisme, en pénétrant profondément dans la conscience sociale. Lorsque cette pénétration aura eu lieu, nous aurons réuni toutes les conditions nécessaires pour aborder le grand tournant.

Les anarchistes et anarcho-syndicalistes se doivent d'être présents dans les syndicats mais aussi dans les athénées. De plus, les athénées et leur futures fédérations doivent avoir un rôle important dans la représentation du mouvement libertaire, en lui assurant un formidable avenir, si nous arrivons à canaliser toutes les forces, courants, tendances et pratiques libertaires qui sont véhiculés au sein de la société actuelle. L'athénée libertaire est une pièce irremplaçable dans la construction du futur qui nous amènera, si nous persévérons, à une société sans classe ni Etat, dans laquelle se développera, grâce à la justice et au bon sens, la vie en commun à laquelle nous rêvons.

Quelles activités pouvons-nous exercer ?

Nous pouvons y exercer toutes les activités qui visent à l'apprentissage et à la formation des individus, en accordant une place privilégiée à l'analyse de l'éthique, des actes et des principes constitutifs de l'anarchisme.

L'athénée libertaire est un moyen de lutte contre l'autorité établie. Autorité qui se manifeste par la répression que nous subissons dans tous les domaines de notre vie ; que ce soit à l'échelon de la famille, de l'école et de l'armée ou encore de l'usine. Dès que nous nous révoltons contre cet état de fait, cette même autorité nous enferme dans les prisons, à l'intérieur des asiles ou dans d'autres établissements. Le jour où ces institutions n'arriveront plus à remplir leur rôle, gageons que d'autres seront créées.

Face à cette réalité, les athénées libertaires doivent, de par leurs luttes, éliminer toutes les formes de contrôle propre à l'Etat et au capitalisme, et ce en construisant des centres d'apprentissage et de culture anarchiste à même d'engendrer des hommes et des femmes libres, tant au niveau de leurs pensées qu'au niveau de leurs actions, immunisés contre toute influence étrangère à leur propre individualité.

L'athénée libertaire soutient toute lutte autonome par laquelle l'individu est amené à prendre en main sa propre destinée et ses besoins personnels. Au niveau social, nous soutenons toutes les luttes entreprises dans les quartiers (école, écologie, retraités, chômeurs, hygiène, etc.) en intervenant toujours de façon à ce que chacun prenne en charge les problèmes, afin d'éviter toutes manipulations des partis politiques. Nous organisons des discussions, cours, fêtes, cinéma, théâtre, en essayant dans la mesure du possible de faire apparaître, aussi bien dans la forme que dans le fond, nos principes.

Cet exposé n'est qu'une ébauche de définition de l'athénée libertaire car nous savons qu'il y a beaucoup d'autres choses à dire, aussi nous laissons la porte ouverte à toutes contributions. Extrait de *Cenit*

ITALIE

COLLOQUE ANTIMILITARISTE DE LIVOURNE

LES 11 et 12 février s'est déroulé à Livourne (Italie), un colloque sur l'industrie militaire et sur la militarisation de l'Etat, organisé par la Fédération anarchiste italienne.

Deux cents compagnons, environ, étaient présents afin de débattre des différentes analyses menées sur le thème de la militarisation. Ce colloque constitue un temps fort dans le développement de la lutte antimilitariste, qui n'est pas seulement anarchiste dans la mesure où des collectifs et des coordinations n'étant pas spécifiquement anarchistes ont participé activement et ont adhéré pleinement au colloque.

Le colloque s'est ouvert samedi matin avec le rapport de deux études. En premier lieu, celui de l'organisation anarcho-communiste (F.A.I.) sur l'industrie militaire. Cette étude a mis en relief le rôle particulier que joue l'industrie militaire au sein du mode de production capitaliste, en imposant et en maintenant des rapports sociaux basés sur une relation de dominants-dominés. Il a été également souligné les difficultés extrêmes qu'il y aurait à mettre en pratique les projets de recon-

version de ces mêmes industries à des utilisations pacifistes.

La seconde étude menée par Franco Riccio, Aldo Caruso et Salvo Vaccaro tente quant à elle de démontrer qu'il est de l'essence même de l'Etat de militariser le territoire.

L'intervenant suivant, Andréa Ferrari (F.A.I.) de Reggio Emilia a présenté le rôle du syndicat dans le complexe militaro-industriel, en mettant en évidence ses limites et ses insuffisances, du fait de sa politique interclassiste qui n'attaque pas l'industrie militaire. En conséquence de quoi, l'action antimilitariste au sein des usines d'armement doit s'effectuer hors de l'organisation syndicale, en s'orientant vers la reconversion de la production, l'objection de conscience, etc.

L'après midi, devant une salle comble, Fabio Maqui a exposé le pourquoi de la restructuration des groupes de la F.A.I., confrontés à l'impressionnant développement de l'industrie militaire nationale.

Ensuite, la commission antimilitariste de la F.A.I. a analysé la situation de l'industrie militaire et plus particulièrement le problème de l'exportation de

l'armement qui tend à s'accroître de façon alarmante. Selon cette même commission, le secteur militaire nationale va se trouver sous peu confronté à la concurrence d'autres pays tels que le Japon et les pays du tiers-monde qui commencent à affluer sur le marché et qui



risquent de remporter les marchés jusque là investis par les marchands de canons italiens.

La question libanaise a, par ailleurs, été abordée ; l'accent a été mis sur l'intervention des antimilitaristes (anarchistes ou non) susceptibles de contre-carrer les menaces de guerre actuelles.

La matinée du dimanche a été consacrée à la militarisation de la Sicile (spécialement à propos de Comiso) de la Sardaigne et du Friuli. Guerrieri a rappelé l'importance extrême de la lutte menée à Comiso pour le mouvement antimilitariste italien et la nécessité de se mobiliser pour réunir au moins 50 000 personnes lors de la manifestation qui y aura lieu, à Pâques.

Le compte rendu de Ugo Dessi a été lu par un de ses compagnons, car l'auteur, pour des raisons de santé n'a pas pu le faire directement. Dans ce rapport, Dessy met en évidence la colonisation et la militarisation de la Sardaigne et les absurdes dépenses de l'Etat en ce qui concerne l'armement. Le compagnon sardes conclut son étude par la déclaration suivante : « Aucune différence idéologique ne doit nous diviser à l'intérieur d'une seule idéologie : l'antimilitarisme ».

La lecture d'un compte rendu sur la situation française a suivi, apporté par deux délégués de la Fédération anarchiste française et lu par le compagnon de la commission aux Relations internationales de la F.A.I. Ce compte rendu décrit la situa-

tion du mouvement antimilitariste dans ce pays : lutte contre le protocole d'accord armée-éducation, armée-culture, armée-santé ; suppression des tribunaux militaires, situation des objecteurs de conscience, des insoumis et des déserteurs sous un gouvernement socialo-communiste qui garde toujours à la France, son rôle de colonisateur (Tchad, Liban) et sa troisième place mondiale d'exportateur d'armes.

Les compagnons du Collectif autogestion prolétaire sont intervenus sur la militarisation du Friuli. Ils ont également insisté sur la nécessité de l'existence d'un anarchisme qui redéfinirait les thèmes traditionnels tels celui de l'antimilitarisme au sein d'un milieu culturel plus aisé et celui de l'écologie.

Dans l'après midi, après un compte rendu des compagnons de Rome, le projet d'une manifestation nationale à Rome et d'interventions locales (Comiso par exemple) a été retenu. En conclusion des travaux, les compagnons réunis à ce colloque ont décidé d'organiser une assemblée antimilitariste le 25 mars à Rome.

Traduit d'*Umanita Nova*

IMAGES D'EPINAL



TARDI

LE TROU
D'OBUS

BD

NOTE

DE LECTURE

« **V**RAIMENT aucune raison de mourir pour aucune patrie quelle qu'elle soit », voilà ce qu'il pensait, Binet. » Soldat de deuxième classe Binet ! C'est comme ça qu'on dit à l'armée, parce qu'avant d'être Binet, il est d'abord soldat de deuxième classe. Alors là, c'est l'histoire du deuxième classe Binet, ou plutôt de la guerre des tranchées, parce que dans les tranchées, et au surplus en première ligne, de part et d'autre du « no man's land », il y a des Français et des « boches ».

« Octobre 1917.

« De part et d'autre, Allemands et Français n'ont aucune raison sérieuse de s'entre-tuer, même si au début ils sont partis d'un semblable élan à la guerre. Aujourd'hui, ils aimeraient rentrer chez eux et regrettent d'avoir obéi à leurs chefs, mais leurs chefs respectifs ne veulent pas continuer seuls la tuerie, ce qui simplifierait les choses, serait moins coûteux et épargnerait des milliers de vies car il y a moins de chefs que d'esclaves, alors rien ne change car l'homme n'est qu'un mouton et l'abat-toir est l'endroit où on lui dit de rester. »

Vous me direz que c'est une image d'Epinal (1), ben oui, c'en est une ! Mais ce sont justement celles-ci dont la morale

veut se débarrasser — ça me fait penser aux « Sentiers de la gloire » de Kubrik, qui est sorti en France sept ans après sa création. Des images d'Epinal, ce livre en est rempli, et « Luciani, il était Corse, il ne parlait pas français, il n'avait pas compris l'ordre qu'on lui avait donné durant une offensive. Il ne l'avait pas exécuté. Abandon de poste devant l'ennemi. Il n'a rien compris à la sentence. On l'a passé par les armes. Ils faisaient faire ça par les nouveaux venus au front. »

Voilà, c'est dans cette ambiance que se trouve le deuxième classe Binet. Mais Binet aussi est une image d'Epinal. Car des Binet, à cette époque, il y en a quarante millions qui ont tout abandonné pour « se foutre sur la gueule ». Ça devait durer quelques semaines, au plus quelques mois...

C'est l'histoire de ces quarante millions de Binet que Tardi nous raconte. La guerre est une image d'Epinal. Le fatalisme avec lequel on l'accepte, lui confère une hideuse banalité cyclique. Il y a plus dans les œuvres de Tardi que dans n'importe quel discours « politiciard », plus de révolte que chez les « pacifclaudiques », plus de haine de la guerre que chez les « Non ! Non ! Non, à la violence ». Oui, Tardi est violent, mais c'est une violence qui ne fait pas mal. C'est comme dans « Bloody Mary » de Jean Teulé et Vautrin, « mort aux cons, Loiseau », tu te souviens ? Comment être antimilitariste en dix leçons ? Quelle connerie ! Fous en l'air ton manuel ! T'as pas appris à naître ? Non ! Voilà, c'est tout !

Merci compagnon Tardi, à plus tard, ici ou ailleurs.

« By Jove »

(1) *Le trou d'obus*, éditions Imagerie d'Epinal, album couleur 27 x 37, 67 pages, 92 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.

AUTRES
OUVRAGES

N°2

- Rumeurs sur le Rouergue* (scénario de Christin)
ed. Futuropolis
Le Démon des glaces
Ed. Dargaud
La Véritable histoire du soldat inconnu
Ed. Futuropolis
Adèle et la bête
Ed. Casterman, 32 F
Le Démon de la tour Eiffel
Ed. Casterman, 32 F
Le Savant fou
Ed. Casterman, 32 F
Griffu (scénario de Manchette)
Ed. Dargaud
Momies en folie
Ed. Casterman, 32 F
Adieu Brindavoine suivi de La Fleur au fusil
Ed. Casterman, 32 F
Le Secret de la salamandre
Ed. Casterman, 32 F
Mouh-Mouh
Ed. Pepperland
Ici même (scénario de Forest)
Ed. Casterman, 60 F
Polonius (scénario de Picaret)
Ed. Futuropolis
Brouillard au pont de Tolbiac
Ed. Casterman, 42 F
à paraître :
Tueur de cafards
(scénario de Legrand)
Ed. Casterman
Le Cochon enchanté
Ed. Grasset

* Tous ces ouvrages sont en vente à la librairie du Monde libertaire, aux prix indiqués.



« OUVRIERS ET ROBOTS »

DE MICHEL KAMPS

ELECTRONIQUE, informatique, bureautique, robotique... autant de mots qui, depuis une décennie, ont pénétré en force le champ des conversations et des préoccupations quotidiennes ! Autant de mots qui, bien sûr, recouvrent des réalités qui émergent avec fracas dans tous les azimuts de l'économie, du social... mais avec toujours une connotation irrationnelle ! Autant de mots donc, qui, soit font très peur soit enthousiasment et qu'il convient de démythifier et de démythifier si tenté que l'on pense que pour changer une réalité donnée - celle du vieux monde - il importe au préalable d'en analyser la substance !

C'est ce à quoi s'emploie le présent livre (1). Et d'une manière que l'on peut qualifier d'exemplaire !

Dans les six chapitres qui composent ce bouquin (l'automatisation en marche, automatisation et travail ouvrier, automatisation et lutte de classes, la classe ouvrière éclatée, crise et procès de travail, l'évolution des techniques électroniques) les auteurs, en effet, rompent avec le mécanisme qui préside d'ordinaire à la plupart des études et réflexions portant sur l'évolution des techniques. Pour eux, l'automati-

sation, l'informatisation... ne sont ni des biens ni des maux en soi, et pas davantage des données « objectives » du sens de l'histoire qui sèment aujourd'hui la tempête du chômage, mais qui demain, sous la même forme, bien évidemment, seront les piliers d'une abondance aux couleurs du fascisme rouge. Car le problème n'est pas là !

Le problème, en effet, « ce n'est pas la technique elle-même, mais plutôt la situation de chacune des parties prenantes de ces transformations : quels ouvriers sont touchés ? Que deviennent matériellement leur travail et son organisation ? Comment les décisions d'introduction de nouvelles machines, de nouvelles techniques sont prises et comment passent-elles dans la pratique ? Qui concrètement met en œuvre ces transformations ? Et que peuvent en attendre les patrons ? »

Comme on le voit, ce livre a pris délibérément le parti pris du vécu. Celui de l'enquête et de l'interrogation. Et de ce fait il est passionnant. Loin des grands discours sur le bien ou le mal du progrès technique, on y découvre ce même « progrès » technique au quotidien. Tout nu ! Terriblement vrai ! Tel que le vivent ceux qui le subissent.

Et à ce questionnement sur « l'automatisation, comment ? », s'en ajoutent d'autres : quels sont les effets de l'automatisation sur le travail et l'emploi ? Comment les patrons s'y prennent-ils pour essayer de désamorcer la contestation ? Quelle est l'attitude des syndicats ? Une nouvelle division du travail ne s'instaure-t-elle pas entre les salariés qui relèvent de ces transformations ? La classe ouvrière est-elle ou non menacée d'éclatement ? Et puis, question de fond, question centrale : l'automatisation est-elle la cause ou la conséquence du chômage ? La cause ou la conséquence de la crise ?

Mieux qu'un simple livre d'information et de réflexion, ce bouquin se révèle donc être pour nous un outil. Un outil de compréhension du présent ! Et même mieux, une arme pour construire l'avenir ! Un livre à lire, donc ! Et vite, car qu'on ne s'y trompe pas, les conflits de Talbot en annoncent d'autres ! Et il est capital que nous en comprenions toute la portée !

J.-M. Raynaud

(1) Edition Spartacus, en vente à la librairie du Monde libertaire, 30 F.

INVITÉS

DE RADIO-LIBERTAIRE

- Jeudi 1^{er} mars :
 - « Du coin des marmites » (12 h) : la cuisine russe, Kalabogne explique la cuisine de ses ancêtres.
 - « La Mémoire des sons » (14 h) : Wolfgang Amadéus Mozart.
 - « Chroniques syndicales » (19 h) : l'actualité sociale et un sujet de fond.
- Vendredi 2 mars :
 - « La Bourse et la vie » (10 h) : les crèches parentales et/ou autogérées (dupleix prévu).
 - « De bouche à oreilles » (16 h) : l'actualité de la chanson française.
 - « Le Front des radios libres » (18 h) : des nouvelles de la bande F.M.
 - « Radio-Esperanto » (19 h)
 - « L'Invité quotidien » (20 h) : Serge-Christophe Koim et son livre *Comment sortir de la crise*.
- Samedi 3 mars :
 - « Ethnologie » (9 h) : l'indien et le surréaliste, avec J. Meunier.
 - « U'Kama » (16 h) : les indiens du Brésil, suite.
 - « Rock en stock » (18 h) : actualité rock.
 - « Prisons » (20 h) : lettres, débat et Denis Langlois (invité).
- Dimanche 4 mars :
 - « Ici Dieu, à vous Paris » (10 h) : entre autres, la Régie divine de publicité.
 - « Les Samedis qui chantent » (15 h 30) : Elsa Corteau.
- Lundi 5 mars :
 - « De la lyre aux délires » (10 h) : reportages sur le salon du livre méconnu.
 - « Le Sac à malices » (14 h) : avec « Voix libres », théâtre en direct sur R.-L. (16 h) : débat surprise... pour ceux qui ont l'oreille fine, au 262.90.51.
 - « Radio-Libertaria » (19 h) : Agenda et informations. (20 h 30) : le magazine de Radio-Libertaria. (22 h) : habla castellano.
- Mardi 6 mars :
 - « La Mémoire sociale » (10 h)
 - « Plasticismus » (13 h) : tout sur les arts plastiques.
 - « Les Raisons de la colère » (18 h) : la bibliothèque M. Durand.
- Mercredi 7 mars :
 - « Le Bal des affreux » (10 h 30)
 - « By jove » (12 h) : un invité : Gossens, et les rubriques habituelles.
 - « Radio-Esperanto » (16 h)
 - « Allo-maman bobo » (19 h) : avec le nouveau numéro de *L'Impatient*.
 - « Epsilonia » (22 h) : « La Boite à jazz » (rue Dunois).

« LA BIBLE » SELON SAIN LOUP

MAIS si ! Loup... Celui-là même qui est du trio de la « Revue de presse » de « Droit de réponse » (1), avec Siné et Cabu... Vous y êtes ?

Eh bien, il vient de publier une *Bible* (2) interprétée et représentée comme il se devait, en iconoclaste. Le genre ? La B.D., bien sûr. Dieu, figurez-vous, n'est pas un patron, un « décideur » tout à fait comme les autres : c'est un chapeau affublé d'une paire de pieds. Des agents de l'E.D.F. le harcèlent au long de l'album pour lui réclamer la note, à ce facteur de lumière (et de son pendant, l'obscurantisme) ! Je crois que vous avez compris...

Ce livre, finesse, intelligence (il faut le relire et il s'y trouve toujours autre chose), c'est un délicieux bras d'honneur, un pet digne et désinvolte au nez des zéloteurs du plus sinistre ouvrage de propagande empoisonnant toujours notre vie, et des siècles et des siècles. Une œuvre de salubrité d'ailleurs préfacée par le révérent Pierre Desproges.

Jacques Langue

(1) La revue de presse de Droit de réponse, éditions Mengès, en vente à la librairie du Monde libertaire.

(2) La Bible, textes et dessins de Loup, en vente à la librairie du Monde libertaire.

À LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE

- Les orgasmes de l'histoire, Frémion-Volny..... 50 F.
- Un piano en bouleau de Careli, M. Body..... 40 F.
- L'Unique et sa propriété, Stirner..... 35 F.
- Histoire de l'anarchie, M. Netlau..... 79 F.
- Histoire de l'anarchie, C. Harmel..... 150 F.
- La société mourante et l'anarchie, J. Grave..... 50 F.
- Quelques écrits, A. Schwitzguebel..... 50 F.
- May la réfractaire, May Picqueray..... 40 F.
- Kropotkine, F. Planche..... 35 F.
- La vie ardente et intrépide de Louise Michel, F. Planche..... 35 F.
- Les mouchoirs rouges de Cholet, M. Ragon..... 65 F.
- Louise Michel, une femme libertaire, A. Thomas..... 39 F.
- Louise Michel aux barricades du rêve, C. Helf..... 19 F.
- La chair à canon, M. Devaldés..... 25 F.
- Chants révolutionnaires, N. Leloug..... 35 F.

IL EST NÉ...

UN nouvel organe de presse est né : le *Magazine libertaire*, ce trimestriel culturel anarchiste a réuni pour son premier numéro les contributions de : Léo Ferré, Maurice Joyeux, Michel Ragon, Serge Livrozet, Gil Cerisay et beaucoup d'autres...

Les thèmes abordés, entre autres : Anarchie et modernité, Les radios libres, Art et contestation, Chanson, B.D. et censure ; vous trouverez aussi, avec l'interview de Milo Manara, deux des six planches qu'une certaine revue lui a censuré.

Attention : le *Magazine libertaire* n'est diffusé que par abonnement. Pour la vente au numéro : librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris 11^e.

Le Magazine libertaire

**Soutenez Le
Monde Libertaire
Souscrivez**

BONJOUR LA RESTRUCTURATION !

« **L**A voix du Lézard » vient de se voir retirer son autorisation d'émettre. Plutôt que d'écrire des lignes fustigeant une fois de plus les âneries de la Haute Autorité de la communication audio-visuelle (H.A.C.A.), nous reproduisons de mémoire la conversation téléphonique entre Radio-Libertaire et la Voix du Lézard, passée en direct sur R.-L.

— Radio-Libertaire : Pouvez-vous nous rappeler la situation exacte de La Voix du Lézard ?

— La Voix du Lézard : C'est très simple ! Au printemps 83, nous avons été autorisés sur 103,9 MHz avec Radio-Solidarité (Voix de l'opposition) qui n'a jamais rejoint cette fréquence. En octobre 83, suite aux pressions de Radio-Solidarité et à votre dérogation, la H.A.C.A. légalise un nouveau plan de fréquence. Radio-Montmartre et Radio-Libertaire sur 103,9, Radio-Solidarité, la Voix du Lézard et Radio 3 sur 99,3 MHz.

Nous nous trouvons donc avec deux autorisations d'émettre sur deux fréquences. Donc, nous sommes parfaitement dans la légalité.

— R.-L. : Entre ces deux autorisations, le protocole d'accord a-t-il été changé ?

— V. du L. : La H.A.C.A. a changé, sans notre accord, non seulement la fréquence, mais aussi le nombre d'heures, la répartition horaire, au bénéfice, bien évidemment, de Radio-Solidarité. De plus, elle a introduit une nouvelle radio, Radio 3 (Roses-Croix). Le seul protocole que nous avons signé est le premier, avec Radio-Solidarité.

— R.-L. : Que comptez-vous faire ?

— V. du L. : Nous avons déposé un recours auprès du Conseil d'Etat. Nous avons quinze jours pour faire pression sur le gouvernement. Nous avons rendez-vous avec le groupe P.S. de l'Assemblée nationale. Bien évidemment, nous avons déjà baissé notre puissance d'émission et nous restons sur 103,9 MHz.

Le secrétariat de R.-L.

ALORS que de nombreuses industries périclitent, que le chômage s'étend, que les rapports avec la population immigrée se tendent et que le sentiment d'insécurité, entrecroisé et de Pinochet ne sont pas de nature à renforcer, les campagnes haineuses et racistes menées par cet admirateur de Franco et son parti l'hostilité des gens du peuple qui, depuis quelque temps, se sentent en grand nombre attirés par lui. Les partis politiques de gauche, mus principalement, comme leurs adversaires de droite, par l'intérêt électoral, et par conséquent soucieux avant tout d'efficacité immédiate, se soucient peu de l'éducation philosophique et politique de leurs électeurs. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner de voir, lorsque les choses vont mal, une fraction de cet électoral se tourner tout d'un coup vers ceux qui flattent ses instincts xénophobes et ses préjugés racistes en s'efforçant de les associer à sa conscience de classe.

LA NOUVELLE RESPECTABILITÉ DE L'EXTRÊME DROITE

Bien que notre société se réfère explicitement à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et à la Déclaration universelle des droits de l'homme, beaucoup méconnaissent le principe individualiste qui en est l'essence et considèrent que les droits d'un individu sont toujours subordonnés à ceux, qu'à leurs yeux, on peut accorder collectivement au groupe social dans lequel il est né et auquel il appartient toujours. Ces gens-là sont donc tout disposés à approuver Le Pen disant, du ton de quelqu'un qui en appelle au bon sens du public, que « les juifs » ne doivent pas avoir dans la nation plus d'importance que les autres citoyens ou que « les Français » doivent avoir en France plus de droits que « les étrangers ».

Il y a lieu de craindre, par conséquent, que l'idée, simpliste et odieuse à la fois, de résoudre le problème du chômage par l'expulsion massive des travailleurs immigrés, aussi bien ceux qui occupent un emploi que ceux qui sont chômeurs, ne soit largement acceptée par cette fraction de l'opinion.

Des thèmes « porteurs »

La revendication du rétablissement de la peine de mort, qui excite les instincts les plus primitifs de l'homme et fait surgir de l'abysse de sa mémoire collective la représentation sanglante et horriblement voluptueuse des sacrifices humains, ne manquera pas non plus, en raison du climat de peur créé et savamment entretenu par les journalistes de l'information d'Etat et de la grande information privée, de rencontrer l'approbation de beaucoup. A ce propos encore, le président du Front national joue à merveille son rôle « d'homme de bon sens » en demandant une peine de mort réellement appliquée.

En revanche, il paraît peu probable que sa prise de position contre la liberté de l'avortement et son intention de faire campagne contre l'usage des moyens anticonceptionnels suscite de l'enthousiasme dans la partie féminine de la population. Il n'est nullement certain, cependant, que cet aspect de son programme suffise pour

le priver de la sympathie de nombreuses femmes affolées par la diffusion incessante de nouvelles relatives à des agressions sexuelles.

Mais de tous les thèmes évoqués c'est celui de son anticommunisme farouche et de son hostilité à l'impérialisme soviétique qu'il réaffirme avec le plus de force. Dans la mesure où l'anticommunisme de droite et d'extrême droite n'est pas une négation des principes autoritaires et hiérarchiques du marxisme-léninisme, mais une réaction d'hostilité contre toute pratique prolétarienne de lutte de classe, contre toute action visant à l'abolition de la propriété privée des moyens sociaux de production, d'échange ou de réalisation d'un service, contre toute forme d'internationalisme, c'est par là que le président du Front national risque le plus de confirmer aux yeux des électeurs de gauche l'accusation de fascisme portée contre lui et son parti.

De la V^e République...

Or il sait éviter cet écueil en affirmant catégoriquement qu'il reconnaît la légitimité de la V^e République et le principe de l'alternance dans le cadre de ses institutions et de sa légalité. Ce faisant, il réussit probablement à donner au public, politiquement inculte, une image rassurante du Front national, beaucoup plus proche, avec l'énergie en plus, de formations jugées respectables, comme le Centre national des indépendants ou le R.P.R., que d'organisations national-socialistes telles que le Parti populaire de Jacques Doriot ou le Rassemblement national populaire de Marcel Déat.

Il est pourtant vrai qu'au début de son existence, le Front national, qui n'était alors qu'un regroupement d'organisations, présentait toutes les caractéristiques idéologiques d'un parti fasciste en formation, puisqu'il regroupait des éléments appartenant aux trois courants dont la réunion seule fait le fascisme : le nationalisme césarien, le nationalisme communautaire et le nationalisme « racia-

listes » et les nationalistes communistes, les uns et les autres se couvrant d'ailleurs volontiers, aujourd'hui, de l'appellation de nationaux-révolutionnaires, est devenu un parti.

Celui-ci n'est donc pas un parti fasciste. Soit. Est-il pour autant un parti démocratique ? Rien n'est moins sûr. A supposer même qu'il le soit, son éventuel succès doit-il apparaître moins désastreux ? Certainement pas !

La constitution de la V^e République donne au Président des pouvoirs considérables, y compris celui d'instaurer légalement sa dictature. Ceux qui visent à l'établissement d'un régime césarien n'ont donc pas besoin de se lancer dans l'aventure incertaine des complots et de l'illégalité. S'ils savent s'armer de patience, ils peuvent se montrer démocrates à bon compte en se disant qu'une fois dans la place il leur serait aisé d'agir. Ainsi, bon nombre d'électeurs qui auraient reculé avec effroi devant un parti qui n'aurait pas caché son intention de supprimer la liberté politique peuvent être sans le savoir entraînés dans cette voie.

Ici encore, il faut signaler l'abus d'une propagande simpliste qui assimile au fascisme tout mouvement tendant à fonder un régime autoritaire, ce qui incite les esprits simples à ne pas se méfier des partis autoritaires qui ne présentent pas les caractéristiques du fascisme.

Au cours d'une émission récente de Bernard Pivot, l'écrivain tchécoslovaque Kundera a rappelé cette évidence méconnue qu'« on ne peut pas exprimer une pensée juste avec un mauvais vocabulaire ».

...au fascisme

Si l'on veut avoir une pensée juste à propos de l'extrême droite, et dans le cas précis qui nous intéresse, de l'extrême droite française, il est indispensable de savoir que le fascisme, abstraction faite de la période tout à fait exceptionnelle de l'Occupation, n'a jamais constitué un danger réel en France, pas même dans les années trente, pas même le 6 février 1934. En revanche, il existe de-

puis la chute du Premier Empire une tradition césarienne, qui s'est incarnée successivement dans le bonapartisme au XIX^e siècle, dans le boulangisme de la fin de la décennie 1880, dans le mouvement du colonel de La Rocque au cours des années 30, dans le pétainisme de l'été 40 à l'automne 42, et en dernier lieu dans une fraction du mouvement de l'Algérie française au temps de la guerre d'Algérie. Dans les intervalles séparant ces poussées historiques, cette tradition a toujours été conservée, soit par des individus isolés, notamment des écrivains ou des journalistes, soit par des groupes réduits et épars. Elle ne s'est jamais perdue. Et l'on peut être certain du fait qu'elle subsiste aujourd'hui, à l'état latent dans des partis comme le rassemblement chiraquien ou le Centre national des indépendants et paysans, d'une façon manifeste dans des groupements d'extrême droite comme le Front national ou le Parti des forces nouvelles.

Le césarisme en tant que tel n'est pas un courant de pensée ou mouvement idéologique, mais un moyen de gouvernement qui peut être mis au service des doctrines les plus diverses. Ainsi, le bonapartisme occupait la position de la droite conservatrice moderniste, de même, longtemps après lui, que le mouvement du colonel de La Rocque. En revanche, le boulangisme et le pétainisme ont prétendu occuper simultanément les positions de la gauche réformiste, de la droite conservatrice moderniste et de la droite conservatrice traditionaliste !

Après l'affaire Dreyfus, qui agit les dernières années du XIX^e siècle, la tradition césarienne, déjà centenaire, rencontra un tout nouveau courant de pensée, le nationalisme, qui se situait déjà au carrefour d'autres traditions gouvernementales, démocratiques, monarchiques et monarcho-catholiques.

Le nationalisme, s'opposant à la fois aux doctrines individualistes et à celle du déterminisme de classe, prétend que les individus ne naissent pas libres, qu'ils sont déterminés collectivement par l'œuvre des générations qui les pré-

èdent, laquelle constitue l'héritage de leurs divers groupements naturels et en particulier celui du plus vaste qui les englobe tous, la nation.

Cette conception organique de la nation est commune à tous les courants nationalistes, mais ceux-ci forment, sous le rapport de l'idéologie, une famille franchement disparate. Il est évident, en effet, que la différence est considérable entre l'idée de gouvernement fort propre au nationalisme démocratique et dont le système de la V^e République est l'expression, celle de dictature personnelle qui appartient au nationalisme césarien, celle de monarchie héréditaire et absolue du nationalisme monarchique et du nationalisme catholique, et le principe totalitaire qu'expriment le nationalisme communautaire et le nationalisme « racia-

liste ».

La vie, quel que soit l'aspect sous lequel on la considère, est un phénomène complexe. Il est sans doute moins éprouvant pour l'esprit de relier ses manifestations multiples et contradictoires à quelques causes simples, voire à une seule, que d'essayer autant qu'on le peut d'en démêler l'écheveau. Mais c'est pourtant cette seconde méthode qui est seule susceptible de permettre au militant politique de s'orienter correctement, à travers la jungle touffue des événements, des déclarations, des incidents, des proclamations, des propos, vers le but qu'il s'est fixé.

Si ce but, dans le cas que nous évoquons ici, consiste bien à tout faire pour empêcher Le Pen de devenir, un jour, César des Français, il est indispensable d'avoir une connaissance précise de la menace qu'il représente, une menace qui a derrière elle une longue tradition dans la politique française, de surveiller attentivement ses faits et gestes au fur et à mesure des éventuels progrès de son parti, et surtout de passer à la contre-offensive en trouvant pour chaque argument nationaliste qui porte, un argument libertaire qui porte davantage.

Gilles Sauvain